

L'intox amazonienne

RÉSEAU VOLTAIRE | 25 AOÛT 2019

ESPAÑOL ENGLISH ITALIANO NORSE TÜRKÇE DEUTSCH



Juste avant l'ouverture du G7 de Biarritz, une intense campagne d'intoxication a été lancée dans la presse internationale avec la complicité du président français, Emmanuel Macron, et du président du Conseil européen, Donald Tusk. Elle vise à permettre aux Européens de contrôler l'Amazonie, ses minerais, ses trésors pharmaceutiques et ses bois précieux.

Elle a pour objet de fausser le problème avant d'y apporter une fausse solution.

En premier lieu, les auteurs de cette campagne ont répété que l'Amazonie est « le poumon vert de la planète », une formule fallacieuse qui laisse entendre que cette forêt absorberait la majeure partie du CO2 produit sur Terre, ce qui est absurde.

En second lieu, ils n'ont cessé d'affirmer que la forêt amazonienne brûle si vite qu'elle va disparaître. Des médias surenchérissent en donnant des chiffres absurdes sur les surfaces dévastées. Or, la forêt amazonienne est une zone humide extrêmement lente à brûler. Les zones dévastées ne sont pas dans la forêt elle-même, mais dans les surfaces déforestées. En quelques mois après l'abattage des arbres, la flore tropicale repousse. Ces zones sont alors couvertes de troncs abattus et de nouveaux arbres qui, eux, brûlent rapidement.

Le président Emmanuel Macron a prétendu qu'il allait agir dans le cadre

du G7 pour sauver cette forêt. Or, le G7 n'est pas une instance décisionnelle, mais uniquement un lieu d'échange permettant aux dirigeants occidentaux de mieux se comprendre. Depuis 1978, la seule instance internationale en charge de ce dossier est l'OTCA (Organisation du traité de coopération amazonienne), dont la France n'a pas souhaité faire partie, bien que le département de la Guyane soit en Amazonie.

Dès le début de cette polémique, le président brésilien Jair Bolsonaro, a dénoncé la caractère colonialiste de cette approche du problème par un G7 où aucun dirigeant de l'OTCA n'est invité. Puis le président vénézuélien Nicolás Maduro a appelé à une concertation dans le cadre de l'OTCA, mais ceux qui sont opposés à son gouvernement l'ont refusé. Le président bolivien Evo Morales a repris cette proposition qui devrait maintenant être acceptée.

Que l'on apprécie ou pas tel ou tel de ces présidents n'est pas le sujet. Ils sont en charge de la forêt amazonienne et de ses habitants. Ils n'ont aucun intérêt à la détruire.

Le problème n'est pas les incendies des zones déboisées, ni la déforestation, mais la manière anarchique dont elle est menée. Les mensonges sciemment proférés, de manière coordonnée, par plusieurs dirigeants européens au premier rang desquels le président français, laissent à penser que tout sera fait pour détourner l'attention internationale des vrais enjeux économiques et politiques de ce drame.

Source : « L'intox amazonienne », *Réseau Voltaire*, 25 août 2019,
www.voltairenet.org/article207427.html